



Union Départementale des Syndicats FO de l' AISNE

19, rue du Président Kennedy
02100 Saint-Quentin

☎ 03 23 65 66 66 Fax 03 23 65 66 61

Adresse électronique : udfo02@orange.fr

Prise de parole de l'UD-FO 02, le 31 mars 2016, lors de la manifestation à Saint Quentin

Monsieur Carlos TAVARES, patron de PSA, a doublé sa rémunération, en 2015, pour atteindre 5,24 millions d'euros.

Il est vrai qu'il reste assez loin derrière son confrère, Monsieur **Carlos GHOSN**, patron de Renault, qui a été payé **7,25 millions d'euros** la même année.

Pendant ce temps, les salariés de Renault ont dû accepter des "modérations salariales" dans le cadre du contrat de compétitivité signé en 2013, tandis que ceux de PSA ont touché, en 2015, une augmentation de... 8 euros par mois¹ !

C'est donc pour garantir les salaires mirobolants, et le train de vie de grands patrons comme messieurs TAVARES et GHOSN qu'aujourd'hui les salariés devraient renoncer à leurs garanties collectives, au Code du Travail, qu'ils devraient accepter de travailler plus pour gagner moins, d'être licenciés plus facilement !

Aujourd'hui, pour défendre la loi Travail de la ministre El Khomri, le Medef affirme que si les patrons peuvent licencier plus facilement, ils embaucheront plus facilement !

Mais nous connaissons la musique !

En 2013, pour justifier la mise en oeuvre du Pacte de Responsabilité, avec 41 milliards d'euros offerts sans contrepartie au patronat, financés par 54 milliards d'euros de coupes dans les dépenses publiques, **le Président de la République promettait la création de 300 000 emplois (quand le Medef en promettait 1 million) !**

Le résultat, c'est que depuis 2013 et la mise en oeuvre du Pacte de Responsabilité, les catégories A, B et C comptent 538 000 chômeurs de plus. Pour le seul mois de février 2016, ce sont près de 40 000 chômeurs supplémentaires qui ont été enregistrés². **Au plan national, toutes catégories confondues, DOM compris, le nombre des chômeurs approche les 7 millions !**

Les banques françaises qui, en 2015, ont affiché un bénéfice cumulé de 15 milliards d'euros, et qui doivent bénéficier de 6 milliards d'euros dans le cadre du Pacte de Responsabilité et de 300 millions d'euros au titre du CICE, annoncent des plans de fermetures d'agences et de suppressions d'emplois en cascade : à la Société Générale, malgré une augmentation de 25% des bénéfices, avec 1,35 milliards d'euros, 400 fermetures sont programmées et 2500 postes doivent être supprimés d'ici à 2020 ; chez LCL, 240 fermetures sont annoncées pour 2020 et déjà 1658 emplois ont été supprimés³...

Et il faudrait faciliter les licenciements ?

Alors, aujourd'hui, nous sommes en GRÈVE !

Et, comme le **9 mars**, nous manifestons dans l'unité, salariés du public et du privé, jeunes, retraités, avec **FO, la CGT, la FSU, Solidaires, la FAFPT, l'UNEF, la FIDL, l'UNL**, pour dire que **nous ne voulons pas de la loi Travail, nous voulons son RETRAIT !**

Sous la pression des mobilisations du 9 mars, le gouvernement a annoncé, **le 14 mars**, des amendements au projet initial.

Puis, **le 17 mars**, il a tenté d'acheter la paix sociale dans la Fonction Publique en annonçant 1,2% d'augmentation du point d'indice en deux fois.

Mais personne n'est dupe ! On est loin du compte !

Le gouvernement n'a pas remis en cause l'essentiel : l'inversion de la hiérarchie des normes, la suppression des garanties collectives qui mettrait fin à l'égalité des droits de l'ensemble des salariés, du public comme du privé.

Dans la Fonction publique, l'augmentation de 1,2% du point d'indice ne rattrape pas la perte du pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires depuis 15 ans, et cela n'empêche pas que la loi Khomri menace les statuts avec la possibilité d'étendre le **compte personnel d'activité (CPA) aux fonctionnaires ce qui signifierait une individualisation généralisée des droits ouvrant la voie à leur remise en cause.**

C'est donc clair. Pour nous, ce jeudi 31 mars, comme le 9 mars, comme le 17 et le 24 mars, la loi Khomri n'est ni amendable, ni négociable, elle doit être RETIRÉE !

Le 9 mars, nous étions 500 000 dans tout le pays, 500 à Saint Quentin... Ce matin, nous étions près de 400 à Laon, cet après-midi près de 700 à Saint Quentin. Dans tout le pays, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé durant la matinée (20 000 à Nantes, 30 000 à Bordeaux, plus de 100 000 à Marseille etc.). La mobilisation est réussie, nous sommes de plus en plus nombreux !

Alors aujourd'hui, le gouvernement doit répondre ! Il doit retirer la loi (comme le disait une lycéenne dans un cortège ce matin : "Il a reculé sur la réforme de la constitution, alors pourquoi pas sur la loi Travail ?") !

Et s'il ne répond pas, alors la question est posée de réunir les salariés, dans les services, dans les entreprises, pour discuter avec eux de la grève pour tout arrêter, de la grève pour tout bloquer, de la grève jusqu'au RETRAIT !



- 1- Chiffres extraits du **site Web d'Europe 1**, "PSA : Pourquoi le salaire de Carlos Tavares choque", le 29 mars 2016, et d'un article publié sur le **site du Figaro**, "L'Etat conteste la nouvelle rémunération du patron de PSA", le 29 mars 2016.
- 2- **FO hebdo n°3195**, "Pour faire reculer le gouvernement, grève interprofessionnelle le 31 mars"
- 3- **FO hebdo n°3195**, "Banques : CICE et pacte ont servi leurs marges, pas l'emploi"